

JURIDICTION DE
PROXIMITE DE LILLE
2 place du Concert

JUGEMENT

59021 LILLE CEDEX
03 20 78 06 16

RG N° 11 000327

Minute : JP 408/11

JUGEMENT
du : Jeudi 4 août 2011

DEMANDEUR(S) :

Monsieur L.
Comparant en personne

DEFENDEUR(S) :

Fournisseur X
Non comparant

COMPOSITION DU TRIBUNAL

Président : Karine Weppe
Greffier : Brigitte DHALLUIN

DEBATS :

Audience publique du 17 mai 2011

JUGEMENT :

Réputé contradictoire, en dernier ressort, rendu le 4 août 2011, par Karine WEPPE, Président, assisté de Brigitte SCHULZ, Greffier, par mise à disposition au greffe, les parties ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au 2^{ème} alinéa de l'article 450 du code de procédure civile.

EXPOSE DU LITIGE

Par déclaration reçue au greffe le 22 mars 2011, M. L. a saisi la présente juridiction aux fins de condamnation du fournisseur X à lui payer la somme de 1000 euros à titre de dommages et intérêts pour facturation abusive mensuelle de 2 euros au titre du mode de paiement depuis 14 mois et de 3 euros au titre de l'augmentation de la TVA applicable depuis 2 mois, outre 1000 euros en application de l'article 700 du code de procédure civile ;

Les parties ont été convoquées à l'audience du 17 mai 2011 ;

A cette audience, M. L. maintient ses demandes ;

Il expose que :

- le 13 octobre 2009, il a souscrit auprès du fournisseur X un abonnement de fourniture d'internet et de téléphone pour le prix de 19,90 euros par mois ;
- Il lui a été imposé un paiement par prélèvement automatique sur son compte bancaire ;
- en décembre 2009, il a demandé à recevoir sans frais ses factures ;
- que suite à sa décision de ne plus payer ses factures une somme de 2 euros chaque mois depuis janvier 2010 ;
- depuis janvier 2011 le fournisseur X a porté le montant de son abonnement mensuel à 22,90 euros au lieu de 19,90 euros ;
- ses demandes réitérées pour mettre fin à ces suppléments de facturations sont restées vaines ;

Il fait état d'un jugement du tribunal de grande instance de Paris en date du 15 septembre 2009 qui a déclaré abusive la clause figurant aux conditions générales du contrat d'accès à Internet du fournisseur X selon laquelle les moyens de paiement autre que le prélèvement automatique et le paiement par carte bancaire entraîneront des frais de gestion de 2 euros par facture ;

Il fit valoir que son abonnement ne concerne pas la télévision de sorte que l'augmentation de la TVA ne lui est pas applicable ;

Il précise que chaque mois, il ne règle que ce qu'il estime devoir puisqu'il défalque de la facture les sommes de 2 euros et de 3 euros qu'il considère injustifiées ;

Régulièrement convoquée par lettre recommandée dont il a signé l'avis de réception le 8 avril 2011, le fournisseur X n'a pas comparu ;

Par courrier reçu le 19 mai 2011, elle demande d'excuser son absence à l'audience et expose ses moyens tendant au rejet de la demande ;

MOTIFS DE LA DECISION

Aux termes de l'article 846 du code de procédure civile, la procédure est orale devant la juridiction de proximité, les conclusions ou moyens adressés au juge par le fournisseur X, partie non comparante ou représenté ne sont pas recevables.

- Sur les frais de gestion

M. L. fonde sa demande sur le fait que le fournisseur X applique une clause du contrat qu'il estime abusive, laquelle prévoit que des frais de gestion de 2 euros par mois en cas de paiement des factures par un moyen autre que par prélèvement ou par carte bancaire ;

Aux termes de l'article L 132 du code de la consommation, dans les contrats conclus entre professionnels et non professionnels, sont abusives les clauses qui ont pour objet ou pour effet de créer, au détriment du non-professionnel ou du consommateur, un déséquilibre significatif entre les droits et obligations des parties au contrat ;

La clause litigieuse est déséquilibrée puisqu'elle revient à imposer deux modes de paiement (prélèvement ou carte bancaire) au détriment du paiement par chèque ou par mandat ;

En outre le fournisseur X n'établit pas que le supplément facturé correspond réellement aux frais générés par le paiement par chèque ;

Bien que M. L. n'ait pas payé la somme de 2 euros qui est comptabilisée sur chaque facture depuis janvier 2010, l'application de la clause qui a un caractère abusif lui a occasionné un préjudice moral qui justifie l'octroi de la somme de 150 euros à titre de dommages et intérêts ;

- Sur l'augmentation du coût mensuel de l'abonnement

Le contrat, conclu sans durée d'engagement, prévoit un coût d'abonnement mensuel de 18,90 euros ;

Les factures produites par M. L. en date des 26 janvier 2011, 23 février 2011, 25 mars 2011 et 27 avril 2011 mentionnent un coût mensuel de 22,90 euros au titre des forfaits et abonnements ;

Il y a donc lieu de constater que bien qu'elle ne soit pas concernée par l'augmentation de la TVA, le fournisseur X a procédé à une augmentation du tarif applicable au contrat souscrit par M. L. ;

Aux termes de l'article L 121-84 du code de la consommation, tout projet de modification contractuelle de fourniture d'un service de communications électronique est communiqué par le prestataire au consommateur au moins un mois avant son entrée en vigueur, assorti de l'information selon laquelle ce dernier peut, tant qu'il n'a pas accepté les nouvelles conditions, résilier le contrat sans pénalité et sans droit à dédommagement jusque dans un délai de 4 mois après l'entrée en vigueur de la modification ;

Il résulte de ces dispositions que le consommateur qui n'accepte pas les nouvelles conditions tarifaires n'a pas d'autre choix que de résilier le contrat ;

La demande en paiement de dommages et intérêts formée par M. L. doit être rejetée ;

- Sur les dépens et les frais irrépétibles

Partie perdante le fournisseur X doit supporter les dépens en application de l'article 696 du code de procédure civile ;

Il serait inéquitable de laisser à la charge de M. L. les frais non compris dans les dépens qu'il a dû exposer pour faire valoir ses droits (courriers-démarches auprès d'une association de défense des consommateurs et de la Direction Départementale de la Protection des Populations – déplacements au tribunal – photocopies) ; il lui sera alloué la somme de 150 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile ;

PAR CES MOTIFS

La juridiction de proximité, statuant après débats en audience publique, par jugement réputé contradictoire, en dernier ressort, prononcé par mise en disposition au greffe,

Condamne le fournisseur X à payer à M. L. la somme de 150 euros à titre de dommages et intérêts et celle de 150 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile ;

Rejette toute autre demande ;

Condamne le fournisseur X aux dépens.